



EVENEMENTS CLES

Assistance en cours pour les déguerpis de la mosquée Sénégalaise
Plan de contingence national en voie d'élaboration
Les vols humanitaires de nouveau a cours de financement

I - Situation Humanitaire

1.1 Santé

La situation sanitaire du mois de juin 2009 a été marquée par une progression des cas de choléra et la réalisation de deux passages des journées nationales de vaccination synchronisée avec une mobilisation conséquente de ressources.

Choléra : le total cumulé de cas est passé de 13 en fin mai 2009 à 24 en fin juin 2009. C'est le district sanitaire de Kindia qui a été le plus affecté avec un total cumulé de 18 cas. Deux nouvelles localités ont été touchées au cours de ce mois. Il s'agit des districts sanitaires de Ratoma (Conakry) et de Boké. En réponse l'OMS a fait une donation au ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique de médicaments et de produits techniques pour lutter contre le choléra. Ces produits ont été acquis sur financement du gouvernement espagnol pour une valeur de 80.000 dollars. L'OMS a en outre apporté un appui technique à l'investigation des cas, à la surveillance épidémiologique et à la formation du personnel de santé. L'UNICEF a assuré la distribution en l'eau de javel dans les localités de Conakry et de Kindia. D'autres partenaires dont la Croix Rouge Guinéenne font de la sensibilisation pour la prévention.

Poliomyélite : Synchronisées avec le Libéria, la Sierra Léone, la Côte d'Ivoire et le Bénin, les campagnes de vaccinations ont consistées en deux passages au cours de ce mois, à savoir : du 29 mai au 02 juin 2009 et du 26 au 29 juin 2009.

Le deuxième tour des journées nationales de vaccination (JNV) contre la Poliomyélite a été organisé du 26 au 29 juin 2009 sur toute l'étendue du territoire national avec l'appui technique et financier de l'OMS. Le coût de l'opération s'élève à plus de 726.000 dollars. Au total 2.162.189 enfants âgés de 0 à 59 mois devraient être vaccinés. Ces JNV constituent à la fois une vaccination préventive mais également une riposte afin d'éviter la réémergence de la poliomyélite. En effet, après 4 ans d'interruption de circulation du virus de la poliomyélite dans le pays, trois (3) nouveaux cas de poliovirus sauvage ont été enregistrés en Guinée depuis le mois de mai 2009, dans les préfectures de Beyla, Macenta et Kouroussa. La couverture vaccinale administrative obtenue au premier passage était de 101,01%. Les résultats du deuxième passage ne sont pas encore disponibles. Ces campagnes ont été financées par le gouvernement guinéen avec l'appui de plusieurs partenaires, notamment GAVI, l'OMS, l'UNICEF, le ROTARY, l'USAID et Helen Keller World Wide.

Méningite et fièvre jaune : Aucun nouveau cas n'a été notifié au cours de ce mois. Cependant, on déplore, une rupture de stock de tests pour le diagnostic de la fièvre jaune. Des requêtes ont été adressées à l'Institut Pasteur de Dakar, qui a promis de faire parvenir du matériel dans les prochains jours.

Grippe A (H1N1) : Aucun cas de grippe H1N1 n'a été notifié dans le pays, le renforcement de la surveillance sur l'ensemble du territoire est conseillé aux autorités sanitaires. L'OMS a mis à la disposition du Ministère de la Santé et de l'Hygiène 12.320 doses de *Tamiflu*, qui seront pré-positionnées dans les différents services sanitaires du pays.

1.2 Réfugiés

La Journée mondiale du réfugié célébrée en Guinée le 20 juin 2009 sous le thème "besoins réels, personnes réelles", a offert au HCR la possibilité de mener des actions de sensibilisation sur la question des réfugiés.

A Conakry, les festivités ont débuté par une conférence de presse dans les locaux du HCR à laquelle de nombreux journalistes de la presse nationale publique et privée et internationale, de même que des médias en ligne y ont pris part. Les questions ont porté entre autre sur les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du programme d'intégration locale des réfugiés libériens en cours dans le pays, les mesures prises pour la protection et la réhabilitation de l'environnement, ainsi que la question de réinstallation des réfugiés dans des pays tiers. Le Représentant du HCR en Guinée après avoir donné de larges explications et informations a saisi l'occasion pour lancer un appel pressant aux bailleurs de fonds publics et privés, en vue d'un soutien financier accru du programme du HCR en Guinée. Ce programme porte essentiellement sur l'assistance aux 4.000 réfugiés ivoiriens et l'intégration, dans les communautés hôtes, des groupes résiduels de réfugiés, en particulier les quelques 11.000 réfugiés libériens qui n'ont pas pu ou n'ont pas voulu regagner leur pays d'origine lors du rapatriement librement consenti entrepris par la Guinée entre 2004 et 2007.

A N'Zérékoré des activités similaires ont été organisées dans les camps de réfugiés. A Guéckédou, l'événement a été marqué par la remise du bloc administratif de la préfecture construit par le HCR, en présence du Ministre en charge de l'Administration du Territoire et des Affaires Politiques (MATAP). Le bloc administratif avait été détruit lors des agressions rebelles de 2000 à 2001 le long des frontières de la Guinée. Sa reconstruction, pour un cout de 1,2 milliards francs guinéens, entre dans le cadre du programme d'intégration des réfugiés dont un volet porte sur le renforcement des capacités des structures administratives des zones qui ont accueilli les réfugiés.

1.3 Education

Le mois de Juin, consacré par la Guinée comme « mois de l'enfant », a enregistré diverses activités telles la commémoration de la journée du 16 juin, journée de l'enfant africain en souvenir du massacre des enfants de Soweto en Afrique du Sud du temps de l'apartheid. De même, l'Unicef au titre de l'initiative « Apprendre le long des frontières » a procédé à la remise officielle d'une école primaire aux populations de la sous-préfecture de Farmoriah dans la préfecture de Forécariah, frontalière avec la Sierra Léone. Cette initiative est soutenue financièrement par le gouvernement des Pays-Bas à hauteur de deux millions de dollars US pour la situation post-crise dans les quatre pays membres de la Mano River Union à savoir, la Guinée, la Sierra Léone, le Libéria et la Côte d'Ivoire. Le but visé, comme l'a indiqué le Représentant de l'UNICEF en Guinée, est le renforcement des processus de paix, de stabilité, de cohésion sociale et de développement à travers les systèmes d'éducation des pays de la Mano River Union. L'initiative, « Apprendre le long des frontières » met en place des complexes scolaires très innovants capables de prendre en compte tous les aspects scolaires, y compris les liens avec l'environnement physique, les changements climatiques, familial et communautaire avec l'introduction de l'électricité solaire, de l'informatique, des langues nationales et des langues étrangères (anglais) dans le cadre d'un échange avec les communautés au delà des frontières. Les partenaires associés à cette initiative sont, entre autres les ONG, Aide et Action, Christian Children Fund devenu récemment Child Fund, APH et des autorités locales.

La cérémonie de clôture du mois de l'enfant guinéen s'est déroulée à N'Zérékoré. Durant les 30 jours du mois de juin 2009, près de 600 enfants leaders de la Guinée Forestière ont disposé d'outils normatifs des droits, 16 sessions ont été organisées à l'issue desquelles 50 enfants leaders, formateurs, animateurs sur les droits ont été éduqués. 600 autres enfants députés et leaders des 107 Communautés Rurales de Développement (CRD) et Communes des dix préfectures de la région ont été touchés, a fait remarquer le Représentant de l'Unicef au cours de la cérémonie de clôture présidée par La Ministre des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance.

1.4 Coordination

Situation des déguerpis de la mosquée Sénégalaise de Conakry

En appui au Ministère des Affaires sociales, OCHA continue à faciliter la coordination des actions entreprises par les partenaires humanitaires. Environ 221 personnes essentiellement handicapées sont encore à la cité de Solidarité. Les agences des Nations Unies en partenariat avec les ONG nationales et le Ministère des Affaires Sociales apportent une aide d'urgence pendant cette période des pluies comme suit :

- UNICEF et HCR pour les besoins en non vivres
- PAM : en vivres en partenariat avec les Foyers Saint Joseph

- Foyers Saint Joseph : soins de santé
- Foyers Saint Joseph, AREEBA et MSF: fourniture de tentes et abris
- UNICEF : réhabilitation des équipements pour le forage
- CRS : soutien financier à travers les Foyers Saint Joseph

Il a été recommandé que le Ministère des Affaires Sociales appuie les formations aux métiers et en activités génératrices des revenus pour ces vulnérables. Ce ministère devrait également appuyer le programme de retour et de réinsertion socio économique.

Renforcement des capacités gouvernementales en gestion des catastrophes et plan de contingence

Lors de la réunion mensuelle de CoPIA, OCHA a informé ces partenaires et collègues du processus de retrait programmé de Guinée dont il fait l'objet. Malgré la volatilité de la situation sociale et politique, et de la grande pauvreté et vulnérabilité de la population, il n'y a pas de crise humanitaire aiguë dans le pays qui nécessiterait une présence prolongée d'OCHA. En fonction d'une décision finale du siège, le désengagement pourrait se terminer en juin 2010, ce qui laisserait le temps à OCHA de suivre l'évolution de la situation dans le pays et de finaliser le travail de renforcement des capacités des autorités en matière de coordination humanitaire et de gestion des catastrophes naturelles et humaines. A ce sujet, un groupe de travail a été créé en avril avec les différents ministères concernés pour renforcer l'architecture institutionnelle du gouvernement et un atelier pour l'élaboration du plan de contingence national a été organisé à Conakry du 9 au 11 juin. L'atelier avait pour objectif d'élaborer le plan de contingence national tout en renforçant la capacité des participants dans la gestion des catastrophes. Une cinquantaine de participants représentant 15 départements ministériels, des organisations internationales et nationales, du Mouvement de la Croix-Rouge, et des agences du Système des Nations Unies ont réfléchi et se sont accordés sur la meilleure façon d'organiser la réponse aux catastrophes naturelles et/ou humaines, sur les types d'aléas probables (inondations, incendies, épidémies ou encore troubles sociaux). Le processus sera complété par l'organisation d'ateliers au niveau des régions avant la fin de l'année.

Les vols humanitaires à nouveau en quête de financement

Le financement des vols humanitaires gérés par le PAM obtenu après une campagne de sensibilisation il y a quelques mois, touche à sa fin. Si un nouveau support financier n'est pas acquis avant la fin du mois d'août, ces vols pourraient être interrompus.

II - Situation Sociopolitique

Le mois de juin 2009 a vu la tenue de la quatrième réunion du groupe international de contact sur la Guinée (GIC-G) à Syrte en Libye (27 juin 2009), sous la co-présidence du président de la Commission de l'Union africaine (UA) et du président de la Commission de la CEDEAO. Le président de la Commission de la CEDEAO, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et l'Envoyé spécial de l'UA pour la Guinée ont tour à tour informé le groupe de l'évolution récente de la situation politique et sécuritaire en Guinée et a exprimé sa préoccupation devant le manque de progrès dans la transition vers le rétablissement de l'ordre constitutionnel et la tenue des élections en 2009. Le groupe a noté des actions et mesures prises par le gouvernement telles que les avancées en matière d'enregistrement des électeurs, la suppression du Secrétariat d'Etat aux Conflits, et la décision d'interdire aux militaires de se substituer aux services compétents. Néanmoins, le Groupe a épinglé l'absence de dialogue entre les acteurs de la transition, la non mise en place du CNT, l'absence de contribution financière de l'état dans le processus électoral, la détérioration de la situation sécuritaire et les atteintes aux droits de l'Homme, les entraves aux libertés d'expression et de réunion, la dégradation de la situation financière et économique.

Le 30 juin 2009, le CNDD a transmis par communiqué sa décision de verser 15 milliards de FG à la CENI d'un dans le cadre de sa contribution au processus électoral.

Selon un communiqué en date du 25 juin de l'Unité Technique de Gestion des Elections (UTG/PNUD), le cercle des partenaires financiers au processus électoral s'est agrandi avec le versement de nouvelles contributions provenant respectivement : du Japon : 188,5 millions de yens (1 830 000 USD) ; de l'USAID (contribution additionnelle) : 1, 950,000 USD dont 700 000 USD versés au « Fonds d'appui » du PNUD ; de l'Espagne : 500 000 Euros (666,666 USD) ; et de la Grande Bretagne : 100 000 Livres Sterling (141,643 USD)

Ces partenaires renforcent leur appui en se joignant à l'Union Européenne, la France, la CEDEAO, l'Allemagne et le PNUD pour le financement du processus électoral en Guinée.

La contribution de la Grande Bretagne a déjà servi en partie au paiement en cours des opérateurs de saisie. Celle du Japon servira à l'achat du matériel électoral (ex. Urnes et matériaux pour l'aménagement des isolements). Quant aux fonds additionnels de l'USAID, ils sont destinés à financer la finalisation du fichier électoral, la formation, la sensibilisation, la communication, l'observation électorale et l'appui aux partis politiques. Enfin, la contribution de l'Espagne servira au financement d'équipements et d'activités liées à la formation et à la sensibilisation. La quasi-totalité des ressources financières annoncées ci-dessus est versée à travers le « Fonds d'appui au processus électoral en Guinée, fonds géré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ces contributions ainsi que celles déjà versées ou à venir traduisent l'engagement de la communauté internationale, des divers partenaires au développement à appuyer la Guinée dans la conduite et la gestion du processus électoral en Guinée.

OCHA-Guinée

Pour plus d'informations sur la situation humanitaire ou contribuer à nos prochains bulletins, prière de vous adresser à :
Philippe Verstraeten, Chef de Bureau OCHA Guinée, tel + 224 63 35 62 21, Email verstraeten@un.org
Madeleine Maka Kaba, Chargée de Communication, tel +224 63 35 62 25, Email makam@un.org